



La Genevoise Simone de Montmollin est ingénieure œnologue indépendante.

Aline Paley

Simone de Montmollin donne rendez-vous au signal de Bernex, colline verdoyante qui offre une vue plongeante sur la plaine de l’Aire, ses champs de colzas, ses vignes, ses serres. «Contrairement à ce qu’on pense souvent, la campagne est encore bien présente à Genève», sourit-elle. Elle désigne une bande herbeuse au milieu d’un pré, une zone de biodiversité. «Ce genre d’espace, que les agriculteurs n’exploitent pas, risque de faire les frais d’une acceptation des initiatives antipesticides. Pour compenser une perte de rendement inévitable, ils seront obligés de cultiver de nouveau ces surfaces.»

Fervente opposante aux deux textes, la conseillère nationale (PLR/GE) ne gère pas de terres, mais elle en connaît tous les défis. Formée à Changins (VD), où elle a également enseigné, puis engagée à l’Agroscope, elle exerce désormais le métier d’ingénieure œnologue à titre indépendant. La plus complète des disciplines, dit-elle, «parce qu’elle combine agronomie, biologie, chimie, commerce et culture». En 1997, elle a été la première femme à travailler à la cave du groupe Schenk. «C’est un monde d’hommes. Mais je n’ai jamais ressenti de discrimination.»

Aujourd'hui, c'est pourtant elle, une femme, qui figure sur le devant de la scène pour combattre les initiatives antipesticides. Se sent-elle instrumentalisée? «Je suis libre de mes choix. Si je m'engage, c'est par pure conviction. Et parce que je dispose des informations nécessaires», balaie-t-elle.

---

## «Les initiants jettent l'opprobre sur une profession entière»

Simone de Montmollin, ingénieure œnologue et conseillère nationale  
(PLR/GE)

---

Durant cette campagne, Simone de Montmollin va s'efforcer de transmettre ses connaissances, avec, toujours, le souci de «vulgarisation». Selon elle, les initiatives proposent des solutions simples à des problèmes complexes qu'elles ne résoudront pas. Des substances seront interdites alors que certaines sont naturelles, ne causent pas de dommage à l'environnement, ou simplement parce qu'elles ont été synthétisées dans un laboratoire, argumente-t-elle.

«La question n'est pas de savoir si l'on est pour ou contre les pesticides. On protège les cultures depuis plus de deux mille ans... La question est de savoir comment supprimer les risques liés à leur utilisation et développer des options. C'est un processus évolutif qui demande des investissements pour aller le plus vite possible.»

L'élue sait que c'est une campagne émotionnelle qui l'attend. «Personnellement, je n'ai pas été prise à partie – cela pourrait arriver –, mais je vis par procuration la peine des agriculteurs. Les initiants jettent l'opprobre sur une profession entière, dos courbé au quotidien sur ses terres pour nourrir la population. C'est odieux.»

---